

# modifiant celle du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont

du 4 novembre 2025

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

décrète

## Article Premier

<sup>1</sup> La loi du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont est modifiée comme il suit :

### Art. 15 Sans changement

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

Sous-section IV

### Art. 15a Création de fonds de soutien

<sup>1</sup> Un fonds de soutien (ci-après : le fonds) est créé pour contribuer au financement de structures vaudoises sans but lucratif ou d'organismes privés d'aides, dotés d'un service social, afin de permettre aux familles monoparentales en situation de précarité d'accéder à des activités de loisirs.

### Art. 15b Disposition d'exécutions

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Le fonds est géré par la direction en charge de la cohésion sociale.

### Art. 15c Financement

<sup>1</sup> Le fonds provient d'un legs privé anciennement « Fondation Cossy » prévu dans un arrêté du même nom abrogé le 13 novembre 2024.

<sup>2</sup> Le soutien prévu à l'article 15a s'éteint à l'épuisement du fonds.

### Art. 15d Exclusion

<sup>1</sup> Le fonds est exclu du champ d'application de la commission d'évaluation au sens de l'article 27 de la présente loi.

### Art. 30d Dispositions transitoires de la loi du 4 novembre 2025

<sup>1</sup> Dès la constitution du fonds créé aux articles 15a et suivants, il est prélevé une somme unique de Fr. 10'000.- attribuée à la Commune d'Ollon. Celle-ci se chargera d'utiliser cette somme en attribuant, durant 20 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente modification, un prix d'un montant de Fr. 500.- à l'un de ses habitants.

<sup>2</sup> Les associations en lien avec l'accueil de la petite enfance de la région du District d'Aigle, précédemment subventionnées par la Fondation Cossy, se verront allouer en 2024 et 2025 le montant maximal annuel de Fr. 25'000.-. Il ne sera pas procédé au versement d'une subvention au-delà de l'année 2025. Les montants précités sont prélevés sur le fonds constitué aux articles 15a et suivants.

## Art. 2

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui est sujette au referendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 4 novembre 2025.

Le président du Grand Conseil:

Le secrétaire général du Grand Conseil:

*S. Montangero*

*I. Santucci*

Date de publication : 18 novembre 2025

Délai référendaire : 22 janvier 2026